Les professeur·es présent·es en heure d’information syndicale mardi 7/01/2020

Les représentants syndicaux du Snes, de la CGT et de Sud éducation

Albi, le 07/01/2020

Monsieur le proviseur

Suite à la réunion que nous avons tenue ce jour, nous vous informons que nous appelons les collègues concerné·es par le choix des sujets des E3C à ne pas vous les communiquer. En effet, de nombreuses organisations représentant les enseignants et les personnels de direction, les parents d’élèves ont sollicité le ministère pour demander un report de ces épreuves. A l’instar de nombreux établissements de la région et d’ailleurs, et soucieux de la réussite de nos élèves, nous soutenons donc leur démarche par cette action.

Notre opposition à cette réforme du baccalauréat s’est manifestée depuis juin dernier. Le cas des épreuves communes de contrôle continu confirme notre opposition :

* Elles n’apportent aucune garantie en terme d’équité et de caractère national du Baccalauréat,
* Elles représentent une charge importante de travail pour les élèves qui doivent subir ces évaluations importantes pour leur baccalauréat en plus de leur charge de travail habituelle,
* Pour les professeur·es, aucune disposition n’a été prévue pour le choix des sujets, pour les corrections,
* Les sujets proposés fort tardivement comportent de nombreux défauts : erreurs, format inadapté, difficulté variable...
* Les contenus abordés mettront nos élèves en difficulté par manque de cohérence avec nos progressions et nos pratiques,
* Le fait que les sujets soient accessibles à tous les enseignants concernés multiplient les risques de fraude, de bachotage
* La légèreté affichée par le ministère quant à l’organisation concrète et rigoureuse de ces examens montre le mépris de notre travail,
* Le rapport Mathiot rappelle l’attachement des personnels consultés au caractère national, à l’équité entre les élèves et pointe la complexité d’organisation de telles épreuves au point de conclure qu’aucune solution satisfaisante n’existe réellement, le fait de les mettre en place malgré tout et dans l’urgence montre le mépris de toute forme de consultation.

Nous manifestons par cet appel notre soutien aux collègues concerné·es et portons avec elles et eux la responsabilité de cette action.

Poursuivant notre engagement contre cette réforme, celle du lycée et dans le contexte actuel, celle des retraites, nous vous prions de croire à notre attachement à un service public d’éducation de qualité pour toutes et tous.

Les professeurs réunis ce jour à 10 h en salle des professeurs.